



Mme Domitille BONNEFOI
Directrice de la Direction des Réseaux
Commission de régulation de l'énergie
15 rue Pasquier
75 379 PARIS Cedex 08

Recommandé avec AR

La Défense, le 26 mars 2018

Madame la Directrice,

La Commission de régulation de l'énergie a lancé le 15 février dernier une consultation publique relative à la prise en compte de l'autoconsommation dans la structure du TURPE HTA-BT et des tarifs réglementés de vente.

A cet effet, j'ai le plaisir de vous adresser ci-joint la réponse de RTE à cette consultation.

En vous souhaitant bonne réception de ces éléments, je vous prie de croire, Madame la Directrice, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur du Département Tarif, Régulation, Economie, Finances, Filiales

Renaud-Thomas RUER

Pièce jointe :

- Réponse de RTE à la consultation publique du 15 février, n°2018-003, relative à la prise en compte de l'autoconsommation dans la structure du TURPE HTA-BT et des tarifs réglementés de vente.

Direction Finances
1 Terrasse Bellini
TSA 41 000
92 919 LA DEFENSE Cedex

RTE Réseau de transport d'électricité - société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 132 285 690 euros - R.C.S.Nanterre
444 619 258

www.rte-france.com



05-09-00-COUR



23 mars 2018

**REPONSE DE RTE A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE LA
CRE N°2018-003 du 15 février 2018 RELATIVE A LA
PRISE EN COMPTE DE L'AUTOCONSOMMATION DANS LA
STRUCTURE DU TURPE HTA-BT ET DES TARIFS
REGLEMENTES DE VENTE**



Préambule

RTE comprend le souhait du législateur de favoriser des modes de production d'électricité et de consommation qui accompagnent la transition écologique, et la démarche du régulateur consistant à veiller à la juste adaptation de la tarification des réseaux de distribution en ce sens. RTE salue d'ailleurs l'important travail de consultation et d'analyse mené par la Commission de régulation de l'énergie depuis l'été 2017 sur l'ensemble des signaux économiques susceptibles d'impacter le développement de l'autoproduction, sous ses différentes formes.

Si RTE a tenu à apporter une réponse à la présente consultation, c'est en particulier pour rappeler la prévalence des principes de tarification des réseaux publics de distribution et de transport en monopole régulé, qui sont fondés sur la non-discrimination, l'absence de prise en compte de la distance et la péréquation entre les territoires et les utilisateurs. Les dispositifs favorisant explicitement de nouveaux modes de production et de consommation doivent passer par d'autres canaux que la tarification des réseaux publics, qui doit continuer à assurer une neutralité vis-à-vis de tous les utilisateurs.

Au-delà des dispositifs tarifaires, RTE souhaite rappeler son intérêt pour le sujet du développement de l'autoconsommation et les travaux menés en vue de préparer l'émergence de ce nouveau mode de consommation et d'en anticiper les impacts à l'échelle du système électrique français.

Ces travaux ont été présentés à l'occasion de la conférence et des ateliers organisés par la CRE à l'automne 2017. Ils sont également restitués dans un chapitre dédié du Bilan prévisionnel publié par RTE début 2018 (chapitre 10).

L'analyse menée par RTE est sans doute la plus complète à ce jour sur les impacts de l'autoconsommation à l'échelle du système électrique national. Elle permet de dégager de premiers ordres de grandeur et conclusions, sur lesquels la CRE aurait pu s'appuyer dans sa délibération portant orientations et recommandations sur l'autoconsommation.

1 – La diminution des coûts du photovoltaïque conduit naturellement l'autoconsommation à s'imposer comme une solution rentable pour les consommateurs résidentiels. Dans les quatre scénarios du Bilan prévisionnel (Ampère, Hertz, Volt et Watt), le développement de l'autoconsommation apparaît significatif à horizon 2025 et est massif après 2030. Sur le seul segment des propriétaires de maisons individuelles, l'autoconsommation individuelle pourrait concerner près de 4 millions de foyers à long terme. En termes de puissance installée, cela pourrait représenter de l'ordre de 10 GWc de panneaux photovoltaïques à horizon 2035. Ces éléments doivent être complétés par l'évaluation du développement de l'autoconsommation sur d'autres foyers (immeubles collectifs) et d'autres secteurs (tertiaire, industriel), en intégrant les bénéfices de l'autoconsommation collective.

2 – Le stockage domestique est susceptible d’accompagner l’essor de l’autoconsommation, en permettant aux foyers de maximiser l’énergie autoconsommée. A la maille nationale, cela pourrait représenter plusieurs GWh de batteries dans tous les scénarios. Le volume exact de batteries qui seront installées est particulièrement sensible à l’évolution du coût des technologies mais aussi au modèle d’affaires du stockage (notamment la possibilité de cumul de services à l’autoconsommateur et de services au système). Ces éléments d’analyse sur le développement du stockage diffus à des fins d’autoconsommation seront complétés pour intégrer l’utilisation des possibilités offertes par les batteries des véhicules électriques lorsqu’ils sont connectés au réseau à domicile (*Vehicle to Home*).

3 – L’approche développée par RTE permet de tester la sensibilité aux hypothèses sur le coût des technologies, le cadre de régulation ou encore l’appétence sociétale pour l’autoconsommation. Ces variantes permettent de conforter le diagnostic ainsi que d’évaluer les paramètres les plus dimensionnants pour les impacts de l’autoconsommation sur le système. A ce stade, le modèle d’affaires pour le stockage domestique ainsi que l’appétence des foyers pour l’autoconsommation apparaissent particulièrement dimensionnants et pourraient conduire à un doublement des capacités investies dans le cas favorable. En fonction de l’évolution du cadre de régulation, de nouvelles variantes pourraient être testées.

4 – L’analyse permet également de rendre compte des effets de transferts financiers occasionnés par le développement de l’autoconsommation individuelle. Ces effets de transferts financiers doivent être étudiés pour assurer un développement accepté de l’autoconsommation. En effet, l’économie de facture pour l’autoconsommateur sur les taxes et une partie de l’accès au réseau (TURPE) ne correspond pas à une économie de coûts pour la collectivité. A long terme, une baisse de la collecte des taxes (et du financement des réseaux, si cette baisse ne correspond pas à des coûts de réseau évités) doit être compensée par les autres contributeurs pour un montant pouvant atteindre plusieurs centaines de millions d’euros par an.

Ces effets redistributifs concernent en premier lieu les ressources affectées au budget de l’Etat et des collectivités territoriales via la CSPE/TICFE, la TCFE et la TVA¹. Cela soulève une question d’équité face à la contribution à ces budgets publics des différents foyers français. Les analyses publiées par RTE permettent d’éclairer les enjeux associés à certaines recommandations de la CRE, notamment sur la limitation de l’exonération de CSPE aux seuls consommateurs résidentiels (<9kWc) en autoconsommation résidentielle, qui visent à limiter les effets redistributifs. Les analyses publiées à ce stade ne portant que sur l’autoconsommation individuelle dans le secteur résidentiel, elles ne permettent pas d’apporter des éléments quantitatifs sur le choix du seuil de 9kWc. Les travaux complémentaires sur les autres secteurs (habitat collectif, consommateurs

¹ Sur la TVA, il existe deux effets opposés (baisse de la TVA collectée sur la consommation d’électricité mais hausse de la TVA collectée sur les installations de production photovoltaïque et de stockage).

industriels et tertiaires) permettront d'identifier comment les effets redistributifs sont affectés par la détermination de la limite d'exonération.

Concernant la couverture des coûts des réseaux, le même type d'effets peut exister si la structure du TURPE ne reflète pas les inducteurs de coût du réseau. Dans les chantiers prévus pour TURPE 6, il conviendra de pouvoir analyser finement la décomposition des coûts de réseaux par poste afin de construire un tarif unique et adapté, permettant de renvoyer les meilleures incitations possibles aux utilisateurs du réseau et d'éviter les comportements qualifiés par les économistes de « passager clandestin ».

En parallèle, RTE poursuit ses travaux sur l'analyse du développement de l'autoconsommation photovoltaïque, et porte une attention particulière à l'approfondissement des études sur l'impact pour les coûts de réseau. Ces travaux pourront ainsi éclairer les choix futurs en matière d'évolution du tarif de réseau.

Les réponses de RTE aux questions de la consultation publique sur la structure du TURPE HTA-BT sont détaillées dans la suite du document.

Question 1 : Avez-vous des remarques sur les principes et critères retenus par la CRE pour la construction des tarifs de réseau ?

RTE souscrit aux principes généraux de détermination d'un tarif d'accès au réseau (timbre-poste, péréquation, non-discrimination, horosaisonnalité, efficacité, lisibilité, cohérence, faisabilité, progressivité). RTE rappelle en particulier que le TURPE doit refléter les coûts de réseaux engendrés par chaque catégorie d'utilisateurs. Aussi, seule une évolution des coûts de réseaux qu'elle engendre justifie une évolution du TURPE payée par une catégorie d'utilisateurs, dans le respect des principes précédents. Dans ce cadre, la mise en place d'un TURPE spécifique pour les autoconsommateurs ne saurait se fonder que sur la valorisation des variations de coûts d'investissement ou d'exploitation des réseaux que ce mode d'utilisation induit.

Au regard des propositions formulées par la CRE, RTE attire l'attention sur la question de la compatibilité entre, d'une part, les principes de péréquation, de timbre-poste et de non-discrimination, et d'autre part, l'autoconsommation collective qui bénéficierait d'un tarif d'accès au réseau réduit par rapport aux autres utilisateurs du réseau justifié par la présence à proximité d'un ou plusieurs moyens de production locaux. Cette tarification pourrait apparaître comme discriminatoire dans la mesure où aucune étude ne permet aujourd'hui de démontrer et quantifier un impact de l'autoconsommation sur le besoin et les coûts des réseaux ni donc de justifier des écarts de tarif d'accès au réseau.

En effet, toutes choses égales par ailleurs, en décidant de participer à une opération d'autoconsommation collective, un consommateur (autoproducteur ou non) ne modifie pas pour autant les flux physiques qui transitent sur le réseau

public ni donc les coûts de réseau que ces flux engendrent. En application du principe de non-discrimination, il ne serait donc pas justifié que sa facture d'accès au réseau soit différente selon qu'il choisisse ou non de participer à l'opération d'autoconsommation collective.

Questions 2 et 4 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de soutirage, de comptage et de gestion payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient être apportées ?

Au nom du principe de non-discrimination, RTE est favorable à ce qu'aucune différenciation de tarif d'accès au réseau ne soit liée à l'usage qui est fait de l'électricité.

Les tarifs de tous les utilisateurs doivent avoir, sans discrimination, une répartition entre part fixe / part à la puissance / part à l'énergie permettant de refléter correctement les coûts des réseaux.

Chaque usager devant payer les coûts qu'il génère, il faut que le tarif soit suffisamment générique pour refléter ces coûts, pour les autoconsommateurs comme pour les autres. En particulier, des coûts supplémentaires peuvent être générés par l'injection de production : renforcement du réseau, évolution des coûts de gestion et de maintenance, coûts des dispositifs de protection nécessaires pour intervenir sur le réseau public sur lequel sont raccordés des installations de production. Si de tels coûts supplémentaires associés à l'injection de production sont significatifs, alors il convient d'en tenir compte et de les traduire dans les tarifs des acteurs qui en sont à l'origine.

La question de la pertinence d'un timbre d'injection doit donc être posée pour les autoconsommateurs comme pour les autres utilisateurs susceptibles d'injecter sur le réseau public.

Question 3 : Quels devraient être selon vous les chantiers prioritaires en vue du TURPE 6, afin de maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs ?

Un des chantiers prioritaires pour la construction du TURPE 6 est l'analyse fine des différents postes des coûts de réseaux et la compréhension des inducteurs de coûts associés à chacun de ces postes de coûts (leur description, leurs interactions, la maille à laquelle ils impactent les coûts, etc.). Parmi les inducteurs de coûts, il conviendra d'étudier les flux physiques (et non les flux commerciaux) sur le réseau public pour définir une structure du tarif qui reflète les coûts et qui évite autant que possible des tarifs différenciés par type d'utilisateur et des subventions croisées entre utilisateurs.

Question 5 : Etes-vous favorable aux composantes de soutirage proposées par la CRE pour les consommateurs situés en aval d'un même poste HTA/BT et participant à des opérations d'autoconsommation collective ?

Au-delà de répondre à une aspiration sociétale, l'autoconsommation collective présente un intérêt potentiel pour le système électrique en permettant de faire émerger de la production EnR à proximité électrique de la consommation, limitant potentiellement les flux d'énergie sur certains niveaux de tension. Il est également probable qu'à terme (mais à quel horizon ?), l'autoconsommation puisse participer à la flexibilité du réseau si l'on arrive à agréger les comportements en ce sens.

Il est a priori vertueux de renvoyer tout ou partie de ces bénéfices aux consommateurs s'engageant dans une opération d'autoconsommation collective, à travers une composante spécifique de soutirage prenant en compte la moindre sollicitation des réseaux sur les niveaux de tension supérieurs. Cependant, RTE souhaite attirer l'attention sur les problèmes de compatibilité avec le principe de péréquation tarifaire et de tarification non liée à la distance (timbre-poste).

RTE considère que la proposition de la CRE remet en cause ces principes et qu'il est nécessaire au préalable (i) d'évaluer plus précisément les enjeux associés (bénéfices réels pour le réseau) avant de procéder à la mise en place d'une composante de soutirage spécifique pour les consommateurs en autoconsommation collective, (ii) de s'assurer de la compatibilité avec les principes de construction tarifaire (péréquation et timbre-poste) et si ce n'était pas le cas, des intentions des pouvoirs publics quant à l'évolution de ces principes.

Aussi RTE est défavorable à ce stade à la mise en place d'une composante de soutirage spécifique pour l'autoconsommation collective dans le cadre du respect des principes de tarification décrits dans la question 1.

A minima, le périmètre doit être strictement limité, et ne doit pas aller au-delà de la proposition de la CRE, i.e. les consommateurs et producteurs raccordés en aval d'un même poste HTA/BT, sans aucune utilisation directe ou indirecte du réseau HTB.

Question 6 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante de gestion exclusivement applicable aux participants à une opération d'autoconsommation collective, majorée de 50% par rapport à la composante de gestion d'un utilisateur ne participant pas à cette opération ?

Les autoconsommateurs collectifs, comme tous les autres consommateurs, doivent payer les coûts de réseaux de distribution et de transport qu'ils génèrent, y compris les coûts de gestion.



Question 7 : Etes-vous favorable aux modalités de prise en compte de l'autoconsommation individuelle et collective dans les TRV envisagées par la CRE ?

RTE ne souhaite pas s'exprimer sur cette question.